

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Convention des Gaullistes Sociaux

pour la Ve République

Novembre-Décembre 2008 : n° 55

Editorial



La perspective de la crise financière, devenue économique et désormais sociale, qui secoue le monde nous conduit à formuler quelques brèves remarques.

Il est important, en premier lieu, de constater l'attitude très ferme, et assurément sincère, qu'ont adoptée tous les responsables concernés pour lutter, avec des moyens souvent différents, contre les effets nocifs de la crise : ils ont en effet compris qu'il fallait éviter à tout prix que le monde soit plongé, comme en 1929, dans une dépression durable, grosse de graves et bientôt sanglants déséquilibres.

Il est trop tôt pour savoir si les mesures préconisées, de «G4» en «G20», seront, ou non, efficaces et si un nouveau «Bretton Woods» sera, ou non, possible. Mais nul ne peut mettre en cause le sérieux avec lequel elles ont été préparées, même si quelques mouches du coche se sont glissées parmi les augures internationaux...

Sous quels auspices ces réformes se feront-elles ? Le recours au sacro-saint pragmatisme suffira-t-il ?

Pour la France, en tout cas, nous assistons au retour d'un Etat protecteur et régulateur, dans la tradition d'un colbertisme frotté de Keynésianisme : nous récuserons d'autant moins cette démarche qu'elle rejoint l'idée du bien

Une divine surprise

commun que nous avons trouvée, pour notre part, dans les meilleures sources du gaullisme. Mais il n'est pas sans saveur de noter que beaucoup de ceux qui, hier encore, affirmaient très haut leur admiration pour Ronald Reagan et Mme Thatcher et récusaient toute politique industrielle, qui refusaient toute perspective de Plan et sabotaient l'Institut de Développement industriel conçu dans les années 1970 – que ceux-là mêmes préconisent aujourd'hui, sans complexe apparent, une politique rigoureusement contraire ! S'ils découvrent, enfin, les impératifs du salut public, nous ne nous plaindrons pas de cette divine surprise.

Au reste, les oppositions qui ironisent sur les adaptations auxquelles le gouvernement a dû se résoudre, se révèlent incapables de proposer autre chose que des critiques acerbes ou vœux pieux dont

elles savent parfaitement qu'ils sont actuellement irréalisables. Certains se réfugient, aussi, dans la classique fuite en avant «européenne», alors que l'unité de l'U.E, malgré les diligences de son Président, a été si difficile à obtenir et reste si incomplète. Si l'Union réussit, toutefois, à se faire entendre de M. Obama, nul ne s'en réjouira plus que nous.

Le pire n'est jamais sûr.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est tous les Français.* ”

Ce n'est pas la gauche, la France.

Ce n'est pas la droite, la France. ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965

*Les Français n'ont qu'un drapeau, le drapeau du 14 juillet.
Qu'ils se rassemblent pour son triomphe.*

Général de Gaulle. Discours radiodiffusé, 14 juillet 1942

NOTRE MEMOIRE

Notre mémoire

Il faut toujours revenir aux sources, surtout quand on s'en éloigne, volontairement ou non. Dans cette page du «*Fil de l'épée*» publié en 1932, Charles de Gaulle avait défini, sans fard, les conditions qui lui semblaient nécessaires pour bénéficier du «prestige» indispensable au pouvoir.

«Mais s'il entre dans le prestige une part qui ne s'acquiert pas, qui vient du fond de l'être et varie avec chacun, on ne laisse pas d'y discerner aussi certains éléments constants et nécessaires. On peut s'assurer de ceux-là ou, du moins, les développer. Au chef, comme à l'artiste, il faut le don façonné par le métier.

Et, tout d'abord, le prestige ne peut aller sans mystère, car on révère peu ce que l'on connaît trop bien. Tous les cultes ont leurs tabernacles et il n'y a pas de grand homme pour ses domestiques. Il faut donc que dans les projets, la manière, les mouvements de l'esprit, un élément demeure que les autres ne puissent saisir et qui les intrigue, les émeuve, les tienne en haleine. Non, certes, qu'on doive s'enfermer dans une tour d'ivoire, ignorer les subordonnés, leur demeurer inaccessible. Bien au contraire, l'empire sur les âmes exige qu'on les observe et que chacun puisse croire qu'on l'a distingué. Mais à la condition qu'on joigne à cette recherche un système de ne point livrer, un parti pris de garder par-devers soi quelque secret de surprise qui risque à toute heure d'intervenir. La

foi latente des masses fait le reste. Dès lors, jugeant le chef capable d'ajouter à l'efficacité des procédés connus tout le poids d'une vertu singulière, la confiance et l'espoir lui font obscurément crédit.

Une pareille réserve de l'âme ne va point, d'ordinaire, sans celle des gestes et des mots. Apparences, peut-être, mais d'après quoi la multitude établit son opinion. Est-ce à tort, d'ailleurs, et n'y a-t-il pas un rapport entre la force intérieure et l'aspect des individus ? Aussi, l'expérience des guerriers n'a jamais méconnu l'importance de l'attitude. Et tandis que, parmi ceux qui commandent, les plus petits s'exercent tout bonnement à se bien tenir devant leur troupe, les plus grands ménagent avec soin leurs interventions [...]

La sobriété du discours accentue le relief de l'attitude. Rien ne rehausse l'autorité mieux que le silence, splendeur des forts et refuge des faibles, pudeur des orgueilleux et fierté des humbles, prudence des sages et esprit des sots. Pour l'homme qui désire ou qui tremble, le mouvement naturel est de chercher dans les mots un dérivatif à l'angoisse. S'il y cède, c'est qu'il compose avec sa passion ou sa peur. Parler, d'ailleurs, c'est délayer sa pensée, épancher son ardeur, bref c'est se disperser quand l'action exige qu'on se concentre. Enfin, il y a, du silence à l'ordre, comme une correspondance nécessaire».

Le fil de l'épée,
Plon, réédition de 1971, p. 90-92

POINT DE VUE

Point de vue

La francophonie, notre deuxième patrie

Nos lecteurs connaissent bien M. Pierre Pascallon, ancien député-maire d'Issoire, président du club «Participation et pro-

grès», qui nous a déjà confié plusieurs «points de vue». Celui-ci nous paraît particulièrement indiqué après le Sommet de la francophonie qui vient de se tenir à Québec.

Tout citoyen de notre pays a désormais deux patries : la France et la Francophonie.

La France ? Bien sûr, d'abord ; bien sûr, surtout. Nous sommes, en effet, citoyen de la nation française, de cette nation qui nous vient du fond des siècles.

Il n'était pas écrit de toute éternité que des Bretons et des Alsaciens, des Corses et des Auvergnats... se retrouvent à vivre ensemble dans le quadrilatère quasi parfait qui est le nôtre aujourd'hui. Il y a fallu l'effort séculaire incessant, parfois contrarié, jamais abandonné, de la Royauté, puis de la République, et de l'Etat centralisateur, pour nous donner «notre» hexagone, cœur et résumé de l'Europe, pays charnière coincé entre la mer et la terre, avec ses dimensions continentale, océanique, sudiste.

La France, la nation française, qui n'est pas aujourd'hui limitée à l'hexagone ; mais la France, la nation française qui est «mondiale», avec les Départements et Territoires d'Outre-Mer, la France, la nation française «mondiale» qu'il faut, bien sûr, pour notre temps et pour demain, vouloir continuer à faire vivre. Dans le vaste et puissant mouvement de mondialisation qui domine tout, malgré cette mondialisation et à cause de cette mondialisation, nous avons besoin, en effet, de la nation, de la réaffirmation de la nation pour répondre à notre besoin d'enracinement ; nous avons besoin, demain, de la nation française autour d'une volonté et d'un destin. La France doit se souvenir qu'elle est la France et qu'elle doit rester la France. Cela veut dire que notre pays ne peut accepter de totalement se fondre dans une construction – on pense à l'Union Européenne, en particulier, qui, par son caractère fédéral, lui ôterait toute identité, toute politique étrangère, toute politique de défense propres.

Nous sommes bien, chacune et chacun, ici, dans l'hexagone ou dans les DOM-TOM, citoyens de la France, mais aussi, désormais, citoyens de la Francophonie.

On ne va pas refaire ici l'historique de la naissance, des développements et de la réalité actuelle de la Francophonie. Quelques mots pourtant – à l'heure où va se mettre en place (et on s'en réjouit), à Paris, la «Maison de la Francophonie» – de ce qu'est, de nos jours, la Francophonie à laquelle adhèrent quelque 68 Etats et gouvernements, membres de l'«Organisation Internationale de la Francophonie», répartis dans les différentes régions

du monde. La Francophonie c'est, bien sûr, une langue en partage, le français, qui constitue bien le fondement, le socle de cette identité plurielle et diverse. Une langue commune – et le français a statut de langue officielle, seul ou avec d'autres langues, dans 32 Etats et gouvernements membres. Mais aussi, et simultanément, un projet de société et de civilisation en partage, une vision spécifique de l'homme et du monde qui donne, au final, à toutes celles et tous ceux qui adhèrent à la Francophonie, une deuxième patrie, consubstantielle à sa patrie initiale : nous sommes bien, dans ce cas aussi, citoyens de la Francophonie présente sur tous les continents.

On entend donc mieux exprimer encore, demain, cette «communauté» francophone, en reprenant et en amplifiant deux souhaits, émis par Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, dans son allocution de la Journée Internationale de la Francophonie, le 20 mars 2008 : Abdou Diouf, dans cette intervention, a marqué son aspiration à voir l'Organisation Internationale de la Francophonie – personne morale de droit international public – devenir de plus en plus, à l'avenir, un «acteur à part entière des relations internationales». A l'heure des grands bouleversements géopolitiques que l'on sait – autour du déclin relatif de l'hyperpuissance américaine et de la montée en puissance, corrélativement, des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), il est, en effet, indispensable d'exprimer et de structurer de façon plus forte encore dans les prochaines décennies un pôle mondial francophone dans l'ensemble planétaire.

En faisant donc franchir à la Francophonie une nouvelle étape – par rapport à son organisation actuelle –, celle d'une «Francophonie-puissance», sous forme d'une «Confédération Francophone Mondiale».

- Le Secrétaire Général de la Francophonie dans cette même allocution, formulait, par ailleurs, «le vœu de voir, chaque 20 mars, flotter au fronton de toutes les mairies (de notre pays) le drapeau de la Francophonie aux côtés du drapeau français»

Au vrai, on va demander plus avant – et on saisit les responsables français au plus haut niveau en ce sens – que le drapeau de la Francophonie soit présent en permanence sur les façades de nos hôtels de ville, comme symbole de notre «deuxième patrie». On entend entamer des démarches, dans le même esprit, auprès des autorités de tous les pays adhérents à la Francophonie.



DIALOGUES

Dialogues

1 *Etait-il opportun d'inaugurer le Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-deux Eglises en présence de la chancelière allemande, Mme Merkel ?*

La Lettre d'Argos : Oui, pour deux raisons.

D'abord, parce qu'il est toujours positif de commémorer, plusieurs décennies après sa mort, la personne, l'action et l'œuvre du général de Gaulle, afin que les Français, désorientés par les crises actuelles, peuvent y trouver références et leçons pour aborder avec courage et lucidité leurs propres difficultés.

Mais, aussi, parce que Colombey a été un haut-lieu de la réconciliation franco-allemande, qui y a trouvé une dimension personnelle et affective grâce au dialogue familial qui s'y est noué entre De Gaulle et Adenauer.

Cependant, cette satisfaction d'ensemble ne saurait suffire à faire disparaître une double interrogation.

La première tient au danger, que nous avons déjà signalé, de confiner dans un musée le message du Général. Ce péril, qui a été justement mesuré par la Fondation Charles de Gaulle, devient particulièrement préoccupant lorsque le souvenir du général de Gaulle est utilisé par des personnages qui ont, dans leur action politique, gravement compromis l'héri-

tage gaullien. Il serait, en effet, trop facile de fuir ainsi les responsabilités passées.

D'autre part, la présence de Mme Merkel ne doit pas non plus l'exonérer de la désinvolture qu'elle a manifestée au début de la crise financière, lorsque cette icône des Européistes a rejeté brutalement les propositions constructives du président Sarkozy. Et les embrassades du 11 octobre ne peuvent non plus faire oublier que la confiance que De Gaulle avait mise en Adenauer (qui s'en montra digne jusqu'au bout) et en son gouvernement pour institutionnaliser par un traité la réconciliation entre la France et l'Allemagne, a été trahie par le chancelier Erhard et le Bundestag qui ont coiffé le traité d'un préambule d'esprit tout à fait différent.

Ne faut-il donc pas conclure de ces péripiéties que l'établissement d'une amitié sincère et durable entre les peuples ne peut qu'être le fruit d'un combat sans cesse recommencé ?

2 *Que pensez-vous de l'incident survenu le 13 octobre au stade de France lorsque la «Marseillaise» a été sifflée par une fraction du public ?*

La Lettre d'Argos : Nous pensons qu'il s'agit d'un incident mineur, auquel nous ne comprenons pas que les plus hautes instances de l'Etat aient accordé une telle importance. D'autant que les solutions envisagées ne semblent guère réalisables... La meilleure ne serait-elle pas, à vrai dire, de supprimer de telles manifestations, qui n'apportent rien à la gloire des nations ni du sport ?

Cela étant, il est réconfortant de constater que la très grande majorité des Français a marqué, dans cette circonstance, son attachement à l'hymne national : à un moment où la France paraît parfois prise en étau entre les pressions fédéralistes de Bruxelles et les revendications insistantes des régions, ce rappel ne pouvait qu'être le bien venu.

N'est-ce pas, d'ailleurs, l'occasion de rappeler aussi à tous les citoyens, notamment à ce qu'il est convenu d'appeler les «élites», que notre pays n'a qu'une langue, la langue française, ainsi que le stipule l'article 2 de la Constitution ? Et que la République n'a qu'un drapeau, le drapeau tricolore, alors que l'em-



blème étoilé, dit «européen», et les étendards régionaux occupent dans les manifestations officielles une place que rien ne justifie ? Ce n'est pas faire preuve d'un nationalisme coupable que d'appeler l'attention sur ce qui commence à exaspérer beaucoup de Français.

3 *La préoccupation écologique prend-elle une dimension politique ?*

La Lettre d'Argos : Assurément – et même depuis longtemps. Les gaullistes peuvent en témoigner plus que d'autres, puisqu'ils ont été à l'origine, en 1960 et 1961, des premiers textes de lutte contre la pollution de l'atmosphère. Ils ne peuvent donc que se réjouir de l'avancement du «Grenelle de l'environnement», en y décelant la source d'avancées significatives, et se féliciter de l'unanimité qui s'est faite au Parlement pour adopter la loi-programme proposée sur ce sujet par le gouvernement.

Cette euphorie ne doit cependant pas nous empêcher d'éprouver, outre un certain scepticisme sur le financement des mesures envisagées, la crainte que cette écologie conquérante ne devienne une source d'alibis, projetés dans un futur lointain, pour éviter de faire face aux dures réalités d'aujourd'hui. Tant il est vrai qu'une pratique irresponsable du principe dit de précaution provoquerait la paralysie de secteurs entiers des activités du pays, alors que s'impose, dans une crise mondiale d'une telle ampleur, la mobilisation générale des énergies.

Il reste que cette nouvelle dimension politique de l'écologie a fait clairement éclater l'imposture des Verts, qui avaient voulu en monopoliser l'expression. En fait, tous les Français conscients de l'importance de l'enjeu pour l'avenir de la planète ont aujourd'hui le droit, et le devoir, de poursuivre l'accomplissement de ce grand projet, quelle que soit leur sensibilité, de droite, de gauche ou d'ailleurs.

4 *Peut-on approuver l'ambition de M. Copé de parvenir à une «coproduction» des textes législatifs par le Parlement et le gouvernement ?*

La Lettre d'Argos : Certainement pas. Car l'ambition du président du groupe UMP à l'Assemblée nationale conduirait en réalité, si elle devait aboutir, à transférer la responsabilité première de légiférer, du gouvernement au Parlement. Ce qui permettrait, sans le dire, de modifier radicalement un des grands équilibres de la Constitution – par ailleurs préservés dans la réforme qui vient d'intervenir, comme nous avons essayé de le montrer. Le pays doit savoir où il va et non se perdre à nouveau, à la faveur

d'une sorte de confiture institutionnelle, dans les turpitudes d'un régime d'assemblée.

5 *Comment concevez-vous le développement des relations entre la France et la Russie ?*

La Lettre d'Argos : Comme une aventure qui dure depuis plusieurs siècles, et qu'il faut sans cesse réinventer.

Nous ne reviendrons pas sur la crise géorgienne, où le président de la République, président de l'Union européenne, a su agir avec rapidité et efficacité. Certes, les problèmes de fond subsistent et les discussions entreprises pour parvenir à une solution, même partielle, se sont, pour le moment, enlisées. Mais le pire a été évité et l'effusion de sang arrêtée. N'est-ce pas, déjà, essentiel ?

A cette occasion, les relations particulières de la France et d'une Russie manifestement repartie sur les routes de l'Empire, ont été mises en cause et, parfois, contestées. Nous nous réjouissons, pour notre part, que le bilan en soit finalement favorable aux deux partenaires.

D'abord, parce que des relations fortes entre les deux pays sont, comme aurait dit De Gaulle, dans la nature des choses, quel que soit le jugement que l'on puisse porter sur le système de gouvernement de M. Poutine et de son successeur. Mais aussi, parce qu'il n'y a aucune raison pour que l'Union européenne fasse un écran entre la Russie et la France et qu'en particulier notre pays épouse les querelles des Etats de l'Europe orientale détachés de l'ancienne URSS, qui continuent à manifester une grande méfiance – compréhensible – vis-à-vis de leur voisin, même diminué. La construction européenne n'aurait, en effet, rien à gagner en se déportant de plus en plus vers l'Est, vers l'Ukraine, voire la Géorgie, ce qui ne pourrait que conforter la place centrale qu'y occupe déjà l'Allemagne, au détriment d'un équilibre péniblement atteint.

Enfin, il n'y a pas davantage de raison pour que la France participe, directement ou à travers l'OTAN, aux manœuvres d'encerclement et d'humiliation de la Russie, initiées par une administration américaine provocatrice, assez inconsciente pour relancer le risque d'une guerre froide.

Car non seulement la France mais aussi l'ensemble du monde ont besoin d'une Russie solide, à un moment où les puissances dites «émergentes» telles que la Chine, l'Inde ou le Brésil ont commencé, sur tous les terrains, à manifester une présence déjà redoutable.

6 *Etes-vous satisfait du résultat des élections américaines ?*

La Lettre d'Argos : Je ne poserai pas ainsi la question qui, en tant que telle, n'appelle pas de réponse. Nous devons simplement prendre acte du verdict du peuple américain, quelles qu'aient été nos préférences personnelles, en en mesurant l'importance pour les Etats-Unis eux-mêmes et pour le monde. Et nous avons le droit de souhaiter que la nouvelle administration redresse, dans les meilleurs délais, la barre d'une politique gravement affectée par les lourdes erreurs de M. Bush. Ce qui ne devrait pas conduire à ce que les initiatives prises, pendant ces mois d'interrègne, par d'autres puissances comme la France et, avec elle, l'Union européenne, soient négligées par le nouveau pouvoir américain : l'arrogance n'est jamais acceptable, surtout entre alliés.

L'amitié, naturelle, que nous éprouvons à l'égard des Etats-Unis doit, plus que jamais se conjuguer avec une saine vigilance

7 *Les querelles qui viennent d'ébranler le parti socialiste vous inspirent-elles des réflexions ?*

La Lettre d'Argos : Nous nous étions interrogés, dans notre dernière *Lettre*, sur la capacité du PS à se trouver un chef pour l'unir et l'entraîner. Nous avons manqué d'imagination, puisqu'à l'issue du psychodrame qui a tenu en haleine la classe politique, il s'en est trouvé deux, également pugnaces, impérieuses et dominatrices...



Tous nos lecteurs pourront prolonger ce dialogue ci-après en nous joignant sur notre site : <http://gaullismesocial.free.fr>

Le sort du parti socialiste est donc, plus que jamais, en question. Tandis que ses bases locales et régionales demeurent puissantes, ses dirigeantes et dirigeants viennent, en effet, de donner un spectacle éminemment dangereux pour lui : le parti pourra-t-il fonctionner avec une telle dyarchie, menacé à la fois sur sa gauche par la formation dure de M. Mélançon et sur sa droite par la tentation de reconstituer une grande alliance avec M. Bayrou, comme au temps de la SFIO et du MRP ? Le pire, pour lui, serait qu'il n'arrive pas à trancher, dans les mois qui viennent, entre ces deux virtualités, perdant ainsi la chance de donner une forme à une véritable opposition, toujours indispensable à la démocratie.

La réponse appartient aux socialistes, et à eux seuls. Ils ont, dans le passé, connu des situations aussi difficiles, comme lorsqu'au moment du conflit sur la communauté européenne de Défense, en 1954, la moitié du groupe parlementaire a exclu l'autre, ou lorsqu'aux élections présidentielles de 1969, ils ont atteint le plus bas étiage de leur histoire.

Sauront-ils trouver un nouveau François Mitterrand ? ■

A nos amis, à nos lecteurs **RAPPEL**

Pour mieux rassembler nos moyens, hélas limités, nous avons décidé, par assemblées générales du 11 janvier, de fusionner les objectifs sociaux de la Convention Ve République pour un gaullisme de progrès et de l'Association pour le renouveau du gaullisme. L'organisme qui les réunit s'appelle désormais **Convention des gaullistes sociaux pour la Ve République** : c'est à lui que devront être adressés désormais le courrier et les abonnements.

Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre de la Convention des gaullistes sociaux
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Novembre-Décembre 2008, n° 6765